



L'ukrainien et le russe, la cassure

LANGUES EN DÉCHIRURE (1/5)

Depuis que la Russie a envahi l'Ukraine, la question de la langue est devenue plus que jamais un enjeu de pouvoir, un symbole de résistance mais aussi un objet d'instrumentalisation

SYLVIA REVELLO [@sylviarevello](https://twitter.com/sylviarevello)

«Le russe est ma langue maternelle et désormais celle de mon agresseur. J'évite de le parler en public.» Le désarroi de Nataliya, retraitée originaire d'Odessa et réfugiée à Genève, traduit l'ampleur de la fracture qui s'est produite le 24 février dernier lorsque la Russie a attaqué l'Ukraine. Dans un pays majoritairement bilingue, le choix du russe ou de l'ukrainien, déjà hautement politique depuis l'annexion de la Crimée, s'est transformé en une véritable lutte de pouvoir, allant jusqu'à parasiter des enjeux autrement plus cruciaux, parmi lesquels l'indépendance de l'Ukraine.

Pour certains Ukrainiens, abandonner le russe est un crève-cœur; pour d'autres, apprendre l'ukrainien à leur enfant est un symbole de résistance et d'émancipation. Une façon d'affirmer l'identité nationale face à la domination de Vladimir Poutine qui voudrait faire de l'Ukraine un vassal, et de l'ukrainien un dérivé du russe mal prononcé. La langue est d'ailleurs l'un des motifs utilisés par le chef du Kremlin pour justifier l'invasion. A ses yeux, la politique de promotion de la langue ukrainienne menée ces dernières années par les autorités de Kiev est un affront envers l'est du pays, majoritairement russophone. Une rhétorique à laquelle le gouvernement ukrainien répond en s'appliquant à supprimer les traces de l'envahisseur dans l'espace public.

Au-delà des implications géopoliti-

tiques, quelle est la réalité sur le terrain? Quels sont les rapports entre le russe et l'ukrainien du point de vue linguistique? Pour comprendre le rôle de la langue dans la crise identitaire qui secoue l'ex-république soviétique, il faut remonter l'histoire. Au fil des siècles, le territoire de l'actuelle Ukraine a vécu sous différentes dominations, le Grand Duché de Pologne-Lituanie, puis les empires auto-hongrois et russe, l'Allemagne nazie et enfin l'Union soviétique. «Jusqu'à l'époque soviétique, la langue est avant tout liée à l'ethnie et à la classe sociale, avec un fort clivage ville-campagne. L'ancien ukrainien, utilisé par les paysans, cohabite avec le polonais ou le russe, qui restent l'apanage des élites urbaines», rappelle l'historien Eric Aunoble, spécialiste de l'Ukraine et chargé de cours à l'Université de Genève.

Aux XVIIe et XVIIIe siècles, les territoires des deux côtés du Dniepr sont intégrés à la Russie des tsars, une conquête alors vue, par le pouvoir moscovite, comme une «réunification des terres russes». Durant toute cette période impériale, la langue ukrainienne, considérée comme une variante négligeable du russe, y est interdite et réprimée. Après des siècles de russification, l'ukrainien dit moderne, tel qu'il est parlé aujourd'hui, se formalise au XIXe siècle avec l'avènement de la nouvelle littérature ukrainienne et les œuvres de Taras Chevtchenko.

«J'ai peur d'être prise pour une Russe»

Après la révolution, au début des années 1920, l'ukrainien bénéficie, comme les autres langues des républiques soviétiques, d'un vif élan de promotion puis subit à nouveau un tour de vis à l'arrivée au pouvoir de Staline. «L'enseignement en ukrainien dans les écoles soviétiques a certes reculé, mais n'a pas disparu, ce qui a permis à la langue de survivre», précise Eric Aunoble. En 1991, lorsque le pays acquiert son indépendance, l'ukrainien devient la seule langue officielle, malgré le fait que l'immense majorité des citoyens soient bilingues, ou du moins comprennent parfaitement les deux langues. A partir de 2014, à la suite de l'annexion de la Crimée, la politique de promotion de l'ukrainien s'intensifie et s'accompagne d'une restriction de plus en plus forte du russe à l'Est, ce qui, paradoxalement, donne du grain à moudre à la propagande démagogique de Poutine. «Au fond, aucune force politique n'avait eu intérêt à régler ce conflit autour de la langue depuis 1991, pour pouvoir continuer à mobiliser les électeurs soit pour la défense du russe soit au contraire pour la promotion de l'ukrainien», juge Eric Aunoble.

Fille d'officier, née en Biélorussie sous l'ère soviétique, Nataliya a prononcé ses premiers mots en russe et n'a appris formellement l'ukrainien qu'à l'adolescence. Aujourd'hui, cette retraitée évite autant que possible de parler russe lorsqu'elle sort dans les rues de Genève, où elle a rejoint sa fille depuis le début de la guerre. «Avant 2004 et la Révolution orange, passer d'une langue à l'autre n'était pas un problème, mais depuis que l'usage du russe en Ukraine est devenu un argument de propagande du Kremlin, j'ai honte, et surtout j'ai peur d'être prise pour une Russe», confie-t-elle. De son côté, sa fille Lydia tente d'enseigner l'ukrainien à ses enfants, nés en Suisse, et qui parlent déjà russe, français et anglais. «A la maison, on continue à parler russe pour des raisons pratiques, mais dès que mes enfants auront un bon niveau d'ukrainien on pri-



vilégiera cette langue.»

Face à la rhétorique de Vladimir Poutine, la linguistique permet de poser certains faits. Issus du slave oriental, le russe et l'ukrainien sont deux langues à part entière. «Ce sont des langues différentes mais proches, comme le sont l'espagnol et l'italien», résume en préambule Patrick Sériot, professeur honoraire de linguistique slave à l'Université de Lausanne. Difficile, toutefois, d'obtenir des statistiques sur le nombre précis de locuteurs tant les usages sont entremêlés. D'autant que sur le terrain, un objet linguistique supplémentaire illustre la porosité entre les deux langues: le surzhyk, un mélange de russe et d'ukrainien, utilisé surtout dans les régions rurales.

Pour comprendre la situation linguistique complexe qui prévaut en Ukraine, il faut se rappeler qu'en Europe orientale la langue détermine la nationalité. «De fait, un citoyen ukrainien russophone est considéré comme un traître tant par les nationalistes russes que par les nationalistes ukrainiens», souligne Patrick Sériot. De ce point de vue déterministe, la Suisse, avec ses quatre langues nationales, est considérée comme une bizarrerie, un conglomérat de peuplades qui attendent de se constituer en Etat-nation avec une seule langue nationale.

Au début des années 1990, l'émancipation de l'Ukraine est donc en grande partie passée par la langue. Le gouvernement a lancé une politique de promotion de l'identité nationale notamment en traduisant massivement des ouvrages étrangers en ukrainien, désormais seule langue nationale. Compte tenu de la réalité des usages, une politique de bilinguisme n'aurait-elle pas pu être envisagée? «Hisser le russe au rang de langue nationale posait un problème politique. Comment accepter que des citoyens russophones soient exposés à la propagande télévisée d'un pays hostile à l'idée même de l'existence de l'Ukraine?» avance Patrick Sériot.

Contre le discours de Vladimir Poutine

Originaire de la région de Karkhiv,

Denys, 23 ans, refuse en bloc cette logique d'assimilation qui voudrait faire de tout locuteur russe un «compatriote». «C'est le discours de Poutine depuis des années et il est mensonger», dénonce le jeune homme, désormais basé à Kiev. A ses yeux, c'est l'adhésion aux valeurs du régime qui fait de quelqu'un un sympathisant de la Russie, pas le fait de parler la même langue.

Si l'invasion russe a marqué un tournant, elle n'a pas fondamentalement changé son rapport à la langue. «La brutalité de la guerre nous pousse à haïr tout ce qui vient de la Russie, mais personnellement, le bilinguisme n'a jamais été un problème et n'influence pas ma vie. J'ai toujours parlé russe à la maison avec mes parents ou mes amis, et ukrainien dans les communications officielles ou sur les réseaux sociaux», souligne Denys. Ce consultant en communication qui milite au sein de la société civile sait toutefois qu'il parlera ukrainien à ses futurs enfants. «Pour la génération à venir, la réalité va être différente, il faut désormais promouvoir la langue et la culture ukrainiennes au maximum pour réparer les nombreuses expropriations dont notre pays a été victime de la part de la Russie.»

Comment abandonne-t-on sa langue maternelle du jour au lendemain? Originaire de l'est de l'Ukraine, Anna Ackermann a parlé russe toute sa vie, à part avec ses grands-parents établis dans la région Poltava, proche de Kharkiv. Depuis la révolution de Maïdan en 2014, elle a embrassé l'ukrainien par militantisme, y compris dans son activité professionnelle. «Le changement s'est fait assez naturellement, mais il a fallu environ un an pour que je me sente à l'aise dans la vie de tous les jours, raconte la jeune femme installée en Suisse depuis 2019. Accepter de ne pas parler un ukrainien parfait a rendu les choses plus faciles. Aujourd'hui, je continue à découvrir la beauté de cette langue, ses racines, et les variations infinies du surzhyk lorsqu'il s'agit de faire des blagues.»

Au lendemain de la guerre, le choix de la graphie des villes ukrainiennes a aussi fait débat dans les médias occidentaux.

Doit-on utiliser l'orthographe russe et écrire Kiev, ou au contraire opter pour Kyiv? Idem pour Lvov, qui devient Lviv en ukrainien. Certains quotidiens comme *Libération* ont opté pour l'ukrainien dans le but de ne pas apparaître comme «pro-russes». La dénomination des lieux? Un enjeu de pouvoir central, confirme Patrick Sériot. «Choisir la graphie ukrainienne est une manière d'attester le fait que Kiev est une ville ukrainienne, c'est la reconnaissance d'une culture qui a été niée durant des années.»

Parmi les autres langues slaves, le russe détient le statut dominant de langue de prestige, celle qui est enseignée dans les universités. Cela à cause du poids géopolitique de la Russie. Alors que la guerre marque un tournant, le russe va-t-il désormais perdre des locuteurs, comme le supposait l'écrivain ukrainien Andreï Kourkov, pourtant lui-même russophone, dans une récente tribune? Tant Eric Aunoble que Patrick Sériot jugent l'hypothèse probable. Jusqu'à quel point ira le phénomène, et sera-t-il irréversible? L'avenir le dira. ■

Demain: A Belfast, la bataille de l'irlandais

“
AUCUNE FORCE
POLITIQUE N'AVAIT
EU INTÉRÊT
À RÉGLER CE
CONFLIT AUTOUR
DE LA LANGUE
DEPUIS 1991

ÉRIC AUNOBLE, HISTORIEN

”

LE TEMPS



UNIVERSITÉ
DE GENÈVE

Le Temps
1209 Genève
022 575 80 50
<https://www.letemps.ch/>

Genre de média: Médias imprimés
Type de média: Presse journ./hebd.
Tirage: 35'370
Parution: 6x/semaine

Page: 18
Surface: 119'659 mm²

Ordre: 1094772
N° de thème: 377.116

Référence: 85024926
Coupage Page: 3/3



CHRISTIAN ROUX POUR LE TEMPS